

Réf. 480718-198710672/MJZ

**Recommandation n° 2009-030**  
**relative à la saisine du 6 août 2008 du Cabinet C,**  
**intervenant pour le compte de la copropriété « B »,**  
**concernant un litige avec le fournisseur X**

**La saisine**

Le médiateur national de l'énergie a été saisi le 6 août 2008 par le Cabinet C, syndic agissant pour le compte de la copropriété « B », d'un litige avec le fournisseur d'électricité X.

Le Cabinet C conteste l'accusation de manipulations frauduleuses des compteurs d'alimentation électrique de l'ascenseur et de l'éclairage des parties communes de la copropriété « B ».

La saisine a été déclarée recevable en application de l'article 43-1 de la loi n° 2000-108 et du décret n° 2007-1504.

**L'examen de la saisine**

**La réclamation**

Un agent assermenté du distributeur ERDF a constaté le 18 avril 2008 des manipulations frauduleuses sur les disjoncteurs alimentant l'ascenseur et la minuterie de la copropriété « B ». Ces manipulations frauduleuses ont eu pour conséquence d'offrir une puissance disponible supérieure à la puissance souscrite (12 kVA au lieu de 9 kVA pour une installation, 6 kVA au lieu de 3 kVA pour l'autre). A la suite de ces constats de fraude, le Cabinet C, gestionnaire de cette copropriété, a reçu du fournisseur X deux factures de redressement de 259,42 euros TTC (ascenseur) et de 183,44 euros TTC (minuterie), augmentées de frais liés au constat de fraude d'un montant unitaire de 398,85 euros TTC.

Le Cabinet C conteste toute manipulation frauduleuse sur les compteurs de la copropriété « B », le montant des redressements et les frais forfaitaires de constat.

## **Les observations**

Les observations du fournisseur X relatives à ce litige sont les suivantes :

- un agent assermenté du distributeur ERDF a constaté le 18 avril 2008 sur les installations de comptage de la copropriété « B », des anomalies portant les réglages de puissance :
  - du disjoncteur ascenseur à 12 kVA au lieu de 9 kVA puissance souscrite ;
  - du disjoncteur de la minuterie à 6 kVA au lieu de 3 kVA puissance souscrite au contrat de fournitures d'électricité.
- Suite aux informations transmises par le distributeur ERDF, X a transmis au Cabinet C deux factures de régularisation portant sur une durée de 5 ans, l'une d'un montant de 259,42 euros pour l'ascenseur et l'autre d'un montant de 183,44 euros pour la minuterie d'une part et les frais de constat de fraude d'un montant unitaire de 398,85 euros d'autre part. Ces factures ont fait l'objet de lettres explicatives les 2 et 11 juin 2008.
- Le distributeur ERDF a informé le fournisseur X qu'un défaut d'application de sa procédure d'avertissement du client n'a pas permis à celui-ci d'apporter les éléments de contestation éventuellement en sa possession. De ce fait, le distributeur ERDF a indiqué qu'il prenait les dispositions nécessaires pour annuler les deux redressements.
- Par ailleurs, X a donné son accord pour que les puissances soient rétablies au niveau des puissances souscrites comme le souhaitait le cabinet C.

Suite à la demande du médiateur national de l'énergie, le distributeur ERDF a transmis une copie des procès verbaux établis le 18 avril 2008. Il confirme que dans ce cas particulier, il ne facturera pas la régularisation de l'abonnement et les frais d'agent assermenté.

## **Les conclusions du médiateur**

- Le litige a pour origine le constat de manipulations frauduleuses sur deux disjoncteurs et la facturation de redressement qui a suivi.
- Dans le cadre de l'examen de la saisine, le distributeur ERDF a découvert qu'un dysfonctionnement lui étant imputable, avait privé la copropriété des moyens de contester le redressement qui lui était appliqué. Il a donc décidé d'annuler le redressement dans son intégralité.
- Le médiateur considère que cette solution est très satisfaisante pour la copropriété « B » et son syndic. Il leur appartiendra de veiller à l'avenir à ce que les manipulations frauduleuses détectées, et qui ne sont pas remises en cause, ne se reproduisent pas.

## **La recommandation du médiateur**

Le médiateur national de l'énergie recommande au distributeur ERDF de mettre en œuvre sa proposition d'annulation du redressement de la copropriété « B ».

Le médiateur national de l'énergie recommande au fournisseur X de corriger la facturation de la copropriété « B » en conséquence.

La présente recommandation est transmise ce jour au Directeur général adjoint Commerce d'X, au Président du directoire d'ERDF ainsi qu'au Cabinet C.

En application des dispositions de l'article 3 du décret n°2007-1504, le fournisseur X ainsi que le distributeur ERDF informeront le médiateur dans un délai de deux mois des suites données à cette recommandation.

La présente recommandation ainsi que les suites qui lui seront données feront l'objet de publications respectant l'anonymat du consommateur.

Fait à Paris en quatre exemplaires, le 17 mars 2009

Le médiateur national de l'énergie

Denis MERVILLE